

2° Direction
4° Bureau

CARRIERE
N° 270

ARRETE du 18 JUIN 1992

**autorisant la commune de Massay à exploiter
une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la
commune de Massay, au lieu-dit "Le Grand Veau"**

Le Préfet du Cher, Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code minier et notamment son article 106,

VU le code de l'urbanisme,

VU le code rural,

VU la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques complétée par la loi n° 80-532 du 15 juillet 1980 relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance,

VU la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 54-321 du 15 mars 1954 sur l'exploitation des carrières à ciel ouvert,

VU le décret n° 64-1148 du 16 novembre 1964 portant règlement sur l'exploitation des minières et carrières à ciel ouvert,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976,

VU le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour l'application de l'article 2 de la loi précitée n° 76-629 du 10 juillet 1976,

VU le décret n° 79-1108 du 20 décembre 1979 modifié relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux renonciations à celles-ci,

VU le décret n° 80-330 du 7 mai 1980 modifié relatif à la police des mines et des carrières,

VU le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives,

VU la demande présentée le 27 décembre 1991 et complétée le 19 février 1992 par la commune de MASSAY (18120), en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de roches calcaires, située sur le territoire de la commune de MASSAY (Cher), au lieu-dit "Le Grand Veau", dans les parcelles cadastrées section ZS n° 48 et 59 pp, pour une superficie de 13 000 m2 dont 8 000 m2 sont exploitables et pour une durée de 10 ans,

VU les avis exprimés lors de l'instruction administrative de cette demande,

VU le mémoire en réponse du pétitionnaire en date du 1er juin 1992,

.../...

VU le rapport de M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Centre en date du 5 juin 1992,

VU l'avis de la commission départementale des carrières en date du 10 juin 1992,

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général,

ARRETE

ARTICLE 1er - La commune de MASSAY (18120) est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaires sur le territoire de la commune de MASSAY, au lieu-dit "Le Grand Veau", dans les parcelles cadastrées section ZS n° 48 et 59 pp, pour une superficie de 13 000 m² dont 8 000 m² sont exploitables et dont le périmètre figure dans les plans annexés au dossier de demande.

ARTICLE 2 - La durée de l'autorisation d'exploitation est fixée à 10 ANS, à compter de la date de notification du présent arrêté.

S'il désire obtenir le renouvellement de la présente autorisation, le pétitionnaire est tenu d'en faire la demande au moins 6 mois avant sa date d'expiration.

ARTICLE 3 - La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété du demandeur.

Elle est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables, notamment celles relatives :

- à l'exploitation des carrières,
- à la protection de la nature,
- aux installations classées,
- à la voirie des collectivités locales,
- au travail,
- à l'occupation des sols,
- au code rural
- et aux découvertes archéologiques.

En particulier, l'exploitant est tenu de :

- prévenir le Directeur régional des affaires culturelles du Centre, service régional de l'archéologie, quinze jours au moins à l'avance de la date de début des travaux de décapage, celui-ci se réservant la possibilité d'assurer une surveillance archéologique des travaux,
- faciliter l'accès au chantier aux agents dûment habilités de ce service,
- signaler immédiatement à ce service toute découverte fortuite survenant au cours des travaux. Les travaux seront alors interrompus dans le secteur de la découverte jusqu'à la visite de ce service qui décidera de la suite à donner,
- dans l'hypothèse où des fouilles archéologiques devraient être engagées, celles-ci feront l'objet d'un protocole d'accord avec le pétitionnaire.

ARTICLE 4 - L'exploitation est soumise aux conditions particulières suivantes :

- l'extraction des matériaux sera effectuée uniquement par des moyens mécaniques,
- le périmètre de l'excavation ne devra pas se situer à moins de 10 m de la limite périmétrale de la parcelle autorisée,

.../...

- aucun entretien des engins et véhicules de chantier ne sera effectué sur le site,
- aucun stockage d'hydrocarbures n'est autorisé sur le site de la carrière,
- l'approvisionnement en carburant des engins et véhicules de chantier sera effectué en dehors du site,
- aucun stationnement de véhicules ou d'engins n'est autorisé en dehors des horaires de travail effectif,
- un panneau "STOP" devra être implanté à la sortie, sur la V.C. n° 12,
- deux panneaux "SORTIE de CAMIONS" devront être implantés sur la R.D. n° 75, de part et d'autre de la V.C. n° 12,
- des panneaux interdisant le dépôt des ordures seront placés à chacun des accès au site,
- des panneaux "CHANTIER INTERDIT au PUBLIC" seront placés sur le périmètre à distance réglementaire,
- l'accès au site sera fermé par une barrière cadenassée en dehors des périodes de travail,
- aucun apport de matériaux extérieurs n'est autorisé.

ARTICLE 5 - La conduite des travaux d'extraction et le réaménagement du site s'effectuera comme suit :

Dès la notification du présent arrêté

- le pétitionnaire fera borner le périmètre autorisé à l'extraction,
- un panneau sera apposé à l'entrée de la carrière, comportant en caractères apparents l'identité du titulaire de la présente autorisation, les références de l'arrêté préfectoral d'autorisation et l'objet des travaux,
- l'exploitant devra, au besoin par la pose d'une clôture, prendre les mesures nécessaires pour empêcher tout accès au front de taille, tout dépôt de détritiques et de déchets industriels, domestiques ou végétaux à l'intérieur des fouilles,

Au fur et à mesure de l'exploitation

- les entreprises intervenantes seront contrôlées par le pétitionnaire,
- les consignes de sécurité seront mises en application,
- les stocks éventuellement créés ne devront pas dépasser la hauteur du front de taille,
- les engins intervenants seront conformes aux textes réglementant leur catégorie,
- les fronts de taille seront purgés des matériaux en surplomb à la fin de chaque campagne d'extraction.

Dès l'achèvement de l'exploitation

- tous les matériels quels qu'ils soient devront avoir été enlevés de l'emplacement. Il ne devra y subsister ni épave ni dépôt de matériaux,

.../...

- l'ensemble du fond de fouille devra avoir été nettoyé et nivelé,
- l'ensemble des terrains devra être réaménagé selon les indications fournies dans le mémoire en réponse du pétitionnaire en effectuant notamment la création de redans de 3 mètres au maximum dans les fronts de taille afin de faciliter la reprise de la végétation arbustive avoisinante.

ARTICLE 6 - Modification des conditions d'exploitation

Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière comportant une atteinte aux caractéristiques essentielles du milieu environnant ou allant à l'encontre des prescriptions susvisées doit faire l'objet d'une déclaration préalable au Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 7 - Abandon de travaux

En fin d'exploitation ou s'il est envisagé d'arrêter les travaux et quatre mois avant la fin de la remise en état des lieux, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'en faire la déclaration au Préfet.

La déclaration, produite en 8 exemplaires, fournit les indications de l'article 1er ci-dessus, ainsi que les dates des décisions préfectorales intervenues depuis le début des travaux.

La déclaration est accompagnée d'un mémoire contenant toutes précisions sur les travaux de remise en état des lieux visés à l'article 5 ci-dessus, et les mesures prises pour éviter les dangers.

ARTICLE 8 - Sanctions

Sans préjudice des sanctions de toutes natures prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions prévues à l'article 142 du code minier.

Dans le cas d'infractions graves aux prescriptions de police, de sécurité ou d'hygiène et d'inobservation des mesures imposées en application de l'article 84 du code minier, le titulaire de la présente autorisation pourra, après mise en demeure, se la voir retirer.

Le retrait peut être également prononcé en cas d'inobservation d'un engagement pris lors de la demande d'autorisation.

ARTICLE 9 - Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'exploitant est soumis sera affiché à la mairie de MASSAY pendant une durée minimum d'un mois.

Un extrait de cet arrêté sera inséré, aux frais de l'exploitant, dans un journal local ou régional diffusé dans tout le département.

ARTICLE 10 - M. le Secrétaire Général, M. le Sous-Préfet de VIERZON, M. le Maire de MASSAY, M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Centre, MM. les Directeurs et Chefs de service consultés lors de l'instruction de la demande sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour ampliation

Pour le Préfet,
Chef de Bureau délégué

Le Préfet,
Signé : Roland HODEL



A. Laveau

A. LAVEAU